

22. 2. 1979

GINETTE KRUGELL

Voici quelques documents
concernant ce parti qui a
Fundação Cuidar o Futuro
(janvier 1979) à la récupé-
ration et à la dégradation -

Fundação Cuidar o Futuro



PARTI FEMINISTE

55, rue Saint-Antoine, Paris 4^e

Élections Municipales des 13 et 20 Mars 1977

5^e Arrondissement de Paris

Raisons de notre candidature :

FEMMES : 53% du corps électoral
38% de la population active
et seulement 4,6 % des conseillers sortants

PARIS, NOTRE VILLE

CADRE DE NOTRE VIE

ne doit plus être le champ clos des luttes entre "les droites", "les gauches" et "les centres" !

PARIS EST A NOUS TOUTES ET TOUS

qui l'habitons, qui y travaillons, qui l'animons et qui l'aimons !

Aucun parti politique, jusqu'ici n'a fait aux femmes la place qui correspond à leur **poids électoral** et à leur **présence économique** au sein de la nation et dans la cité. Constatez-le vous-même en consultant la composition des autres listes de candidats !

Aidez-nous à mettre fin à cet état de choses... auquel n'a pas encore pu remédier même l'Année Internationale de la Femme, ni d'ailleurs un Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine en voie de disparition !

Nous voulons la présence de nombreuses femmes dans tous les centres de décision de la cité. Grâce à leur présence, la vie de tous deviendra meilleure.

Voici quelques mesures qui sont immédiatement indispensables

URBANISME - LOGEMENT

- Construction dans Paris de logements répondant enfin par leur conception nouvelle aux exigences de la vie quotidienne des familles;
- Réservation effective des H.L.M. aux familles les plus modestes;
- Halte aux grandes constructions de béton qui défigurent notre ville;
- Maintien des habitants dans leurs quartiers en cas de rénovation et de réhabilitation de certains arrondissements (assez de « déportations » en banlieue !);
- Sévère limitation de la construction de bureaux à Paris;



- Préservation et création d'espaces verts; plantations d'arbres sur les voies publiques;
- Aménagement de voies piétonnières dans Paris et sur les bords de la Seine.

ÉQUIPEMENTS SOCIAUX ET TRANSPORTS

- Création de crèches et de halte-garderies correspondant aux vrais besoins des familles;
- Création de foyers-restaurants, avec salles de réunion, ouverts aux "cheveux blancs" comme aux jeunes;
- Terrains de jeux pour les enfants et de sport pour tous et toutes;
- Révision complète de la politique des transports en commun permettant la réduction progressive des transports individuels.

RETOUR A LA TRANQUILLITÉ ET A LA SECURITÉ

- Protection des Parisiennes et Parisiens contre les agressions de toutes sortes, sur la voie publique, dans les transports, dans les immeubles;
- Lutte contre la pollution des rues, de l'air, de la Seine...;
- Protection contre le bruit (et entre autres, respect de l'obligation du silencieux pour les motocyclettes);
- Contrôle de l'affichage publicitaire et pornographique, pour préserver la beauté de Paris;
- Participation de la municipalité de Paris au rétablissement de l'emploi, par une aide à l'installation d'entreprises artisanales.

TELS SONT NOS OBJECTIFS D'AUJOURD'HUI

Nous, femmes, toujours confrontées aux difficultés quotidiennes, toujours soucieuses de solutions concrètes, saurons les mener à bien !

Demain, nous vous en rendrons compte !

Selon vos suggestions, nous rechercherons sans relâche d'autres moyens pour améliorer les conditions de votre existence.

Notre action féministe n'exclut, bien entendu, pas les hommes; la présence, sur notre liste, d'un candidat masculin, veut en apporter le témoignage.

Electeur, Electrice, en votant pour notre liste, vous opterez pour la présence — indispensable — d'un plus grand nombre de femmes au Conseil Municipal de Paris et vous donnerez ainsi l'exemple à la France entière !

“ LES FEMMES DANS LA CITÉ ”

Candidates, Candidat : Gisèle CHALEYAT

Professeur, 2 enfants

Huguette CORMIER

Docteur en Droit, responsable d'associations, 1 enfant

Ginette KRUGELL

Agent de Maîtrise hospitalier

Marc GORECKI-LEROY

Avocat à la Cour, 4 enfants

Suppléantes : Anne-Marie VERGÈS

Physicienne, 4 enfants

Elisabeth BONNARDOT

Psychologue

Marguerite MERCADE

Mère de famille, 5 enfants

Marie-Jo MOUFLARD

Secrétaire Générale-Fondatrice des Centres
• C.O.P.F.E.M. • (Centres de recyclage et de formation permanente), 4 enfants

PARTI FÉMINISTE, 55, rue Saint-Antoine, 75004 Paris (C.C.P. 34.848.90 La Source)



PARTI FÉMINISTE

POURQUOI LE PARTI FÉMINISTE ?

**Parce que les femmes ne
doivent compter que sur
elles-mêmes.**

NOTRE BUT :

**Le partage équitable
des pouvoirs
entre hommes et femmes**

LE MOYEN :

**Un parti qui présente
des candidates pour accéder
au pouvoir politique**

**Le parti féministe est un parti
pour TOUTES les femmes**

En France, comme ailleurs, les femmes n'ont pratiquement pas accès aux pouvoirs de décision. Les lois sont faites par les hommes et à leur avantage.

Les légitimes aspirations des femmes à s'insérer dans la vie politique, économique, sociale et culturelle se heurtent à des obstacles permanents dressés par ceux qui détiennent les pouvoirs économique et législatif.

Les hommes consacrent tout leur temps au travail professionnel **rémunéré** et aux activités de leur choix, y compris politiques et syndicales, ce que la plupart des femmes ne peuvent pas faire.

Pour les femmes, militer est un luxe.

LE PARTI FÉMINISTE soutient les luttes concrètes de toutes les femmes.

LE PARTI FÉMINISTE ne vise pas un simple aménagement de la condition féminine, mais une transformation des structures actuelles de notre société par une nouvelle conception du pouvoir.

Ceci devra permettre aux femmes, et par voie de conséquence aux hommes, de mener une vie réellement humaine. Notre féminisme est un **humanisme**.

En théorie : la Constitution garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme ;

En pratique : **au Parlement :** 2 % de femmes
au travail : 38 % de femmes (58 % mariées et 42 % chefs de famille)
66 % des "smicards" sont des femmes.

Et les hommes se déchargent encore sur les femmes des travaux ménagers et de l'éducation des enfants.

Les heures de travail non rémunérées ainsi accomplies par les femmes représentent environ 50 % de la totalité du temps de travail de la population française. Ce travail n'est pas comptabilisé dans le produit national brut.

LE PARTI FÉMINISTE est le premier parti politique qui remet en cause la répartition traditionnelle entre hommes et femmes des tâches et des responsabilités dans la famille et au travail.

LE PARTI FÉMINISTE exige des lois qui garantissent **dans les faits** aux femmes et aux hommes l'égalité des chances dans tous les domaines : éducation, travail, législation, politique etc...

LE PARTI FÉMINISTE défendra les intérêts des femmes qu'elles soient au travail ou au foyer, et insiste sur la nécessité pour toutes d'une formation et d'une qualification professionnelles devant assurer leur indépendance économique.

LE PARTI FÉMINISTE rejette l'image de la femme, "libérée" ou non, diffusée par l'école, la culture et les mass-média.

Fundação Cuidar o Futuro

LE PARTI FÉMINISTE travaille à un projet de société et à l'élaboration d'un programme élargi à tous les grands problèmes de la politique nationale et internationale, au-delà les seules revendications féminines.

En luttant contre l'oppression de la femme et contre la discrimination dont elle est l'objet, le **PARTI FÉMINISTE** a conscience de s'élever en même temps contre toutes les oppressions et discriminations dont les hommes et les femmes sont victimes dans le monde, et d'œuvrer pour la paix.

Le féminisme va plus loin que la défense des droits des femmes : la société ne progressera pas tant qu'une moitié de l'humanité dominera l'autre.

L'action du **PARTI FÉMINISTE** durera aussi longtemps que les femmes ne participeront pas pleinement à la vie de la nation.

BULLETIN D'ADHÉSION

à retourner sous enveloppe
au

PARTI FÉMINISTE

B.P. 347 - 75161 PARIS Cedex 04

C.C.P. 34.848 90 - La Source



BULLETIN D'ADHÉSION

Je soussigné (e) _____

Adresse _____

Tél. : _____

Profession : _____

désire adhérer au PARTI FÉMINISTE
droit d'inscription 10,00 F plus 20,00 F de cotisation annuelle.
Cotisation de soutien à partir de 50,00 F.

**NOTRE
SOLIDARITÉ
FERA
NOTRE FORCE**

**Par delà les classes
rejoignons-nous !**

**le parti féministe
est un parti
pour TOUTES les femmes**

PARTI FÉMINISTE

55, Rue St-Antoine

75004 PARIS



Réunion d'information tous les derniers
jeudi de chaque mois à 20 heures 30.
8, villa du Parc Montsouris - 75014 PARIS



COLLECTIF ECOLOGIE 78

**SOS environnement-parti féministe
Indépendants des partis politiques
traditionnels.**

CANDIDATE dans la 12^{ème} circonscription de PARIS.

ANNE-MARIE VERGÈS

Mariée, 4 enfants.
Chercheur bio-médical.
Membre fondateur du
PARTI FÉMINISTE, indépendant des
Partis Politiques de toutes tendances.

Suppléante: Ginette KRUGELL

Agent de maîtrise hospitalier
Membre de la Société Nationale de
Protection de la Nature et de L'Union
Fédérale des Consommateurs.
Membre fondateur du **PARTI FÉMINISTE**

PARTICIPATION AUX DÉCISIONS

L'avenir de la France doit être décidé par l'ensemble des Français et des Françaises, et non par les seuls partis politiques qui veulent imposer leurs choix. C'est à nous toutes et tous de dire comment nous voulons vivre.

FEMMES ET ÉCOLOGIE

Les femmes créent la vie – il est normal qu'elles veuillent aussi la préserver et l'améliorer. Une nouvelle voie s'ouvre par l'association de l'écologie et du féminisme. C'est pourquoi, les propositions de **SOS ENVIRONNEMENT** sont aussi celles du **PARTI FÉMINISTE**.

DÉMOCRATIE ET DROITS DES FEMMES

Si nous nous présentons à vos suffrages, c'est pour pouvoir dire très fort ce que les femmes n'ont jamais encore pu dire au Parlement, car :

FEMMES. 53% du corps électoral.
. 1,8% des députés sortants.

EST-CE CELA LA DÉMOCRATIE ?

Les femmes doivent enfin participer, à part égale avec les hommes, à toutes les décisions qui engagent le présent et l'avenir de notre pays, de notre existence et celle de nos enfants. Refusons, ensemble, des mesures partielles tendant à aménager les injustices les plus flagrantes; exigeons une politique globale garantissant l'égalité des chances pour toutes et tous.

Il faut que cessent les discriminations contre les femmes, dans tous les domaines de :

- la vie politique, économique et sociale.
- l'enseignement donné aux enfants (élimination des modèles masculins et féminins traditionnels)
- la formation professionnelle, où les chiffres sont probants

Femmes :	38% de la population active.
	55% des demandeurs d'emploi.
	66% des Smicards

La loi prévoit pour les femmes la parité des salaires avec les hommes. Cette loi est insuffisante et mal appliquée. Nous demandons que soit garanti aux femmes « un salaire égal pour un travail de valeur égale », l'égalité dans l'accès à l'emploi, dans les conditions de travail et dans la promotion.

LIBERTÉ DES CHOIX

Malgré les lois déjà votées, la majorité des femmes n'ont pas encore la possibilité de contrôler pleinement leurs maternités, car ces lois aussi sont mal appliquées. Nous voulons qu'elles soient améliorées et respectées.

D'une façon générale, nous voulons que les femmes soient enfin entièrement libres de leurs décisions, dans tous les domaines de la vie familiale, professionnelle et civique .

FEMMES, DÉFENDEZ VOS DROITS, PERSONNE NE LE FERA POUR VOUS ET AUSSI BIEN QUE VOUS

SOLIDARITÉ

La communauté nationale doit manifester sa solidarité à l'égard des enfants et des jeunes, si elle veut que la relève des générations soit assurée. Il n'est ni bon ni normal que les femmes soient seules à en assumer la charge. D'où la nécessité de :

- multiplier les crèches, les halte-garderies, les terrains de jeux et de sports, et tous autres équipements sociaux.
- alléger les horaires de travail des hommes et des femmes.
- encourager le partage des tâches domestiques et éducatives au sein des familles.
- augmenter la contribution financière de la communauté aux charges familiales de celles et de ceux qui en ont le plus besoin (notamment par l'indemnisation d'un congé parental pour la mère ou le père)

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

Jeunes électrices et électeurs, la France de demain est la vôtre, elle sera telle que vous la ferez.

Faites travailler votre imagination, définissez et décidez vous-même de quelle façon vous voulez vivre.

Français, Françaises de tous âges et de toutes conditions, choisissez la voie qui vous mènera vers une société plus équilibrée, plus juste, plus fraternelle et qui garantira à tous un environnement plus humain.

VOTRE CANDIDATE S'ENGAGE FORMELLEMENT A DÉFENDRE CES OBJECTIFS.

PARTI FÉMINISTE, 55 rue Saint Antoine Paris 75004- Paris.

SOS ENVIRONNEMENT, 31 rue d'Enghien Paris 10ème.

QUE PROPOSENT LES ÉCOLOGISTES?

AVEC LA GRANDE MAJORITÉ DES FRANÇAIS, NOUS VOULONS :

**des villes
agréables**

Libérer les villes de l'automobile et des promoteurs. Donner une priorité absolue aux transports en commun et aux piétons. Lutter contre le bruit et les pollutions. Multiplier les grands parcs, les squares et les espaces de jeux. Adapter la ville aux enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées (transports, équipements sociaux. . .)

sauver la nature

Sauver la mer, les rivières, les eaux souterraines de tous ceux qui les considèrent comme des égouts. Préserver de la destruction les terres agricoles. Museler les promoteurs qui défigurent les côtes, les montagnes. Arrêter les projets d'autoroutes qui saccagent nos forêts et les zones naturelles. Protéger la nature sauvage et les animaux.

**stopper
le nucléaire**

Abandonner les programmes nucléaires civil et militaire. Donner la priorité aux énergies nouvelles, « douces », décentralisées.

**arrêter
le gaspillage**

La « croissance » actuelle - qui est fondée sur la concentration dans les villes, la mort des régions rurales, la priorité à l'automobile- gaspille l'énergie, les ressources naturelles, l'espace, le temps de vivre.

L'économie doit donner la priorité à la qualité, à ce qui est utile et non pas, comme le veulent les partisans, « produire pour produire ».

**défendre le
consommateur**

Or, précisément, la qualité des produits baisse. Les objets durent moins longtemps. Notre alimentation, victime de méthodes qui recherchent uniquement la « rentabilité », se dégrade. Il faut des lois et des règlements qui nous protègent, mais aussi des associations puissantes au service de tous les consommateurs.

**des emplois
utiles**

Nous voulons reconverter les activités polluantes et inutiles. Créer des emplois en développant les transports en commun (autobus, SNCF, voie d'eau. . .) les industries utilisant les énergies nouvelles, donner les moyens de vivre aux entreprises de taille humaine : artisanat, petites et moyennes industries, agriculture de qualité. . . Stopper l'exode rural qui « fabrique » des chômeurs et permettre à chacun de « vivre et travailler au pays ». Développer le travail à temps partiel, généraliser la retraite « à la carte ».

**une société
solidaire**

Nous voulons reconnaître à tous le droit à la qualité de la vie. Comme dans les pays voisins : (Hollande, Allemagne, . . .) donner un revenu décent à tous. Instaurer une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, notamment politique et économique. Lutter contre les discriminations à l'égard des personnes âgées, des personnes handicapées, mais aussi du Tiers Monde. Réaliser une véritable coopération internationale et défendre, en France comme dans tous les pays, la dignité de la personne humaine.

**une démocratie
quotidienne
et locale**

Les écologistes veulent redonner le pouvoir au citoyen, tous les jours, pas tous les cinq ans, dans le village, le quartier, la ville. Mettre fin au règne de l'administration et des technocrates. Supprimer le secret administratif. Instaurer le référendum populaire à la demande de 5% des habitants pour tous les projets qui les concernent. Élire les assemblées régionales au suffrage universel et leur donner un pouvoir réel.

COLLECTIF ECOLOGIE 78

**sos environnement-parti féministe
indépendants des partis politiques
traditionnels.**



**CANDIDATE dans la 7ème
circonscription
du VAL de MARNE
GISELE CHALEYAT**

Professeur de sciences économiques.
Conseillère technique, chargée des
problèmes des étudiantes, pendant
plusieurs années à l'E.S.C.M.
S'occupe des enfants battus et
martyrisés dans la région parisienne.
Membre de plusieurs associations
féminines apolitiques.
Membre du PARTI FÉMINISTE,
indépendant des partis politiques de
toutes tendances.



Suppléant :
François COLIN de VERDIERE
Ingénieur
Membre du Conseil d'administration de
Centre Culturel.

PARTICIPATION AUX DÉCISIONS

L'avenir de la France doit être décidé par l'ensemble des Français et des Françaises, et non par les seuls partis politiques qui veulent imposer leurs choix. C'est à nous toutes et tous de dire comment nous voulons vivre.

FEMMES ET ÉCOLOGIE

Les femmes créent la vie— il est normal qu'elles veuillent aussi la préserver et l'améliorer. Une nouvelle voie s'ouvre par l'association de l'écologie et du féminisme. C'est pourquoi, les propositions de SOS ENVIRONNEMENT sont aussi celles du PARTI FÉMINISTE.

DÉMOCRATIE ET DROITS DES FEMMES

Si nous nous présentons à vos suffrages, c'est pour pouvoir dire très fort ce que les femmes n'ont jamais encore pu dire au Parlement, car :

FEMMES. 53% du corps électoral.
. 1,8% des députés sortants.

EST-CE CELA LA DÉMOCRATIE ?

Les femmes doivent enfin participer, à part égale avec les hommes, à toutes les décisions qui engagent le présent et l'avenir de notre pays, de notre existence et celle de nos enfants. Refusons, ensemble, des mesures partielles tendant à aménager les injustices les plus flagrantes; exigeons une politique globale garantissant l'égalité des chances pour toutes et tous.

Il faut que cessent les discriminations contre les femmes, dans tous les domaines de :

- la vie politique, économique et sociale.
- l'enseignement donné aux enfants (élimination des modèles masculins et féminins traditionnels)
- la formation professionnelle, où les chiffres sont probants :

Femmes :	38% de la population active.
	55% des demandeurs d'emploi.
	66% des Smicards

La loi prévoit pour les femmes la parité des salaires avec les hommes. Cette loi est insuffisante et mal appliquée. Nous demandons que soit garanti aux femmes « un salaire égal pour un travail de valeur égale », l'égalité dans l'accès à l'emploi, dans les conditions de travail et dans la promotion.

Malgré les lois déjà votées, la majorité des femmes n'ont pas encore la possibilité de contrôler pleinement leurs maternités, car ces lois aussi sont mal appliquées. Nous voulons qu'elles soient améliorées et respectées.

D'une façon générale, nous voulons que les femmes soient enfin entièrement libres de leurs décisions, dans tous les domaines de la vie familiale, professionnelle et civique .

LIBERTÉ DES CHOIX

FEMMES, DÉFENDEZ VOS DROITS, PERSONNE NE LE FERA POUR VOUS ET AUSSI BIEN QUE VOUS

La communauté nationale doit manifester sa solidarité à l'égard des enfants et des jeunes, si elle veut que la relève des générations soit assurée. Il n'est ni bon ni normal que les femmes soient seules à en assumer la charge. D'où la nécessité de :

- multiplier les crèches, les halte-garderies, les terrains de jeux et de sports, et tous autres équipements sociaux.
- alléger les horaires de travail des hommes et des femmes.
- encourager le partage des tâches domestiques et éducatives au sein des familles.
- augmenter la contribution financière de la communauté aux charges familiales de celles et de ceux qui en ont le plus besoin (notamment par l'indemnisation d'un congé parental pour la mère ou le père)

Jeunes électrices et électeurs, la France de demain est la vôtre, elle sera telle que vous la ferez.

Faites travailler votre imagination, définissez et décidez vous-même de quelle façon vous voulez vivre.

SOLIDARITÉ

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

Français, Françaises de tous âges et de toutes conditions, choisissez la voie qui vous mènera vers une société plus équilibrée, plus juste, plus fraternelle et qui garantira à tous un environnement plus humain.

VOTRE CANDIDATE S'ENGAGE FORMELLEMENT A DÉFENDRE CES OBJECTIFS.

PARTI FÉMINISTE, 55 rue Saint Antoine Paris 75004- Paris.

SOS ENVIRONNEMENT, 31 rue d'Enghien Paris 10ème.

QUE PROPOSENT LES ÉCOLOGISTES?

AVEC LA GRANDE MAJORITE DES FRANÇAIS, NOUS VOULONS :

des villes agréables

Libérer les villes de l'automobile et des promoteurs. Donner une priorité absolue aux transports en commun et aux piétons. Lutter contre le bruit et les pollutions. Multiplier les grands parcs, les squares et les espaces de jeux. Adapter la ville aux enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées (transports, équipements sociaux. . .)

sauver la nature

Sauver la mer, les rivières, les eaux souterraines de tous ceux qui les considèrent comme des égouts. Préserver de la destruction les terres agricoles. Museler les promoteurs qui défigurent les côtes, les montagnes. Arrêter les projets d'autoroutes qui saccagent nos forêts et les zones naturelles. Protéger la nature sauvage et les animaux.

stopper le nucléaire

Abandonner les programmes nucléaires civil et militaire. Donner la priorité aux énergies nouvelles, « douces », décentralisées.

arrêter le gaspillage

La « croissance » actuelle - qui est fondée sur la concentration dans les villes, la mort des régions rurales, la priorité à l'automobile- gaspille l'énergie, les ressources naturelles, l'espace, le temps de vivre. L'économie doit donner la priorité à la qualité, à ce qui est utile et non pas, comme le veulent les partis, « produire pour produire »

défendre le consommateur

Or, précisément, la qualité des produits baisse. Les objets durent moins longtemps. Notre alimentation, victime de méthodes qui recherchent uniquement la « rentabilité », se dégrade. Il faut des lois et des règlements qui nous protègent, mais aussi des associations puissantes au service de tous les consommateurs.

des emplois utiles

Nous voulons reconverter les activités polluantes et inutiles. Créer des emplois en développant les transports en commun (autobus, SNCF, voie d'eau. . .) les industries utilisant les énergies nouvelles, donner les moyens de vivre aux entreprises de taille humaine: artisanat, petites et moyennes industries, agriculture de qualité. . . Stopper l'exode rural qui « fabrique » des chômeurs et permettre à chacun de « vivre et travailler au pays ». Développer le travail à temps partiel, généraliser la retraite « à la carte ».

une société solidaire

Nous voulons reconnaître à tous le droit à la qualité de la vie. Comme dans les pays voisins: (Hollande, Allemagne, . . .) donner un revenu décent à tous. Instaurer une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, notamment politique et économique. Lutter contre les discriminations à l'égard des personnes âgées, des personnes handicapées, mais aussi du Tiers Monde. Réaliser une véritable coopération internationale et défendre, en France comme dans tous les pays, la dignité de la personne humaine.

une démocratie quotidienne et locale

Les écologistes veulent redonner le pouvoir au citoyen, tous les jours, pas tous les cinq ans, dans le village, le quartier, la ville. Mettre fin au règne de l'administration et des technocrates. Supprimer le secret administratif. Instaurer le référendum populaire à la demande de 5% des habitants pour tous les projets qui les concernent. Élire les assemblées régionales au suffrage universel et leur donner un pouvoir réel.

Fundação Cuidar o Futuro

COLLECTIF ECOLOGIE 78

**sos environnement-parti féministe
indépendants des partis politiques
traditionnels.**



CANDIDATE dans la 11^{ème}
circonscription des Hauts de Seine.
CHRISTINE ROUX

Licenciée en Droit
Membre du Conseil d'UER de
l'Institut Français de Presse.



Suppléant : Jean MOULIN

Conseil en Marketing.

PARTICIPATION AUX DÉCISIONS

L'avenir de la France doit être décidé par l'ensemble des Français et des Françaises, et non par les seuls partis politiques qui veulent imposer leurs choix. C'est à nous toutes et tous de dire comment nous voulons vivre.

FEMMES ET ÉCOLOGIE

Les femmes créent la vie — il est normal qu'elles veuillent aussi la préserver et l'améliorer. Une nouvelle voie s'ouvre par l'association de l'écologie et du féminisme. C'est pourquoi, les propositions de SOS ENVIRONNEMENT sont aussi celles du PARTI FÉMINISTE.

DÉMOCRATIE ET DROITS DES FEMMES

Si nous nous présentons à vos suffrages, c'est pour pouvoir dire très fort ce que les femmes n'ont jamais encore pu dire au Parlement, car :

FEMMES..... 53% du corps électoral.
..... 1,8% des députés sortants.

EST-CE CELA LA DÉMOCRATIE ?

Les femmes doivent enfin participer, à part égale, avec les hommes, à toutes les décisions qui engagent le présent et l'avenir de notre pays, de notre existence et celle de nos enfants. Refusons, ensemble, des mesures partielles tendant à aménager les injustices les plus flagrantes; exigeons une politique globale garantissant l'égalité des chances pour toutes et tous.

Il faut que cessent les discriminations contre les femmes, dans tous les domaines de :

- la vie politique, économique et sociale.
- l'enseignement donné aux enfants (élimination des modèles masculins et féminins traditionnels)
- la formation professionnelle, où les chiffres sont probants :
38% de la population active.

Femmes : 55% des demandeurs d'emploi.
66% des Smicards

La loi prévoit pour les femmes la parité des salaires avec les hommes. Cette loi est insuffisante et mal appliquée. Nous demandons que soit garanti aux femmes « un salaire égal pour un travail de valeur égale », l'égalité dans l'accès à l'emploi, dans les conditions de travail et dans la promotion.

Malgré les lois déjà votées, la majorité des femmes n'ont pas encore la possibilité de contrôler pleinement leurs maternités, car ces lois aussi sont mal appliquées. Nous voulons qu'elles soient améliorées et respectées.

D'une façon générale, nous voulons que les femmes soient enfin entièrement libres de leurs décisions, dans tous les domaines de la vie familiale, professionnelle et civique.

FEMMES, DÉFENDEZ VOS DROITS, PERSONNE NE LE FERA POUR VOUS ET AUSSI BIEN QUE VOUS

La communauté nationale doit manifester sa solidarité à l'égard des enfants et des jeunes, si elle veut que la relève des générations soit assurée. Il n'est ni bon ni normal que les femmes soient seules à en assumer la charge. D'où la nécessité de :

- multiplier les crèches, les halte-garderies, les terrains de jeux et de sports, et tous autres équipements sociaux.
- alléger les horaires de travail des hommes et des femmes.
- encourager le partage des tâches domestiques et éducatives au sein des familles.
- augmenter la contribution financière de la communauté aux charges familiales de celles et de ceux qui en ont le plus besoin (notamment par l'indemnisation d'un congé parental pour la mère ou le père)

LIBERTÉ DES CHOIX

SOLIDARITÉ

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

Jeunes électrices et électeurs, la France de demain est la vôtre, elle sera telle que vous la ferez.

Faites travailler votre imagination, définissez et décidez vous-même de quelle façon vous voulez vivre.

Français, Françaises de tous âges et de toutes conditions, choisissez la voie qui vous mènera vers une société plus équilibrée, plus juste, plus fraternelle et qui garantira à tous un environnement plus humain.

VOTRE CANDIDATE S'ENGAGE FORMELLEMENT A DÉFENDRE CES OBJECTIFS.

PARTI FÉMINISTE, 55 rue Saint Antoine Paris 75004- Paris.

SOS ENVIRONNEMENT, 31 rue d'Enghien Paris 10ème.

QUE PROPOSENT LES ÉCOLOGISTES?

AVEC LA GRANDE MAJORITÉ DES FRANÇAIS, NOUS VOULONS :

des villes agréables

Libérer les villes de l'automobile et des promoteurs. Donner une priorité absolue aux transports en commun et aux piétons. Lutter contre le bruit et les pollutions. Multiplier les grands parcs, les squares et les espaces de jeux. Adapter la ville aux enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées (transports, équipements sociaux. . .)

sauver la nature

Sauver la mer, les rivières, les eaux souterraines de tous ceux qui les considèrent comme des égouts. Préserver de la destruction les terres agricoles. Museler les promoteurs qui défigurent les côtes, les montagnes. Arrêter les projets d'autoroutes qui saccagent nos forêts et les zones naturelles. Protéger la nature sauvage et les animaux.

stopper le nucléaire

Abandonner les programmes nucléaires civil et militaire. Donner la priorité aux énergies nouvelles, « douces », décentralisées.

arrêter le gaspillage

La « croissance » actuelle - qui est fondée sur la concentration dans les villes, la mort des régions rurales, la priorité à l'automobile- gaspille l'énergie, les ressources naturelles, l'espace, le temps de vivre. L'économie doit donner la priorité à la qualité, à ce qui est utile et non pas, comme le veulent les partis, « produire pour produire ».

défendre le consommateur

Or, précisément, la qualité des produits baisse. Les objets durent moins longtemps. Notre alimentation, victime de méthodes qui recherchent uniquement la « rentabilité », se dégrade. Il faut des lois et des règlements qui nous protègent, mais aussi des associations puissantes au service de tous les consommateurs.

des emplois utiles

Nous voulons reconverter les activités polluantes et inutiles. Créer des emplois en développant les transports en commun (autobus, SNCF, voie d'eau. . .) les industries utilisant les énergies nouvelles, donner les moyens de vivre aux entreprises de taille humaine : artisanat, petites et moyennes industries, agriculture de qualité. . . Stopper l'exode rural qui « fabrique » des chômeurs et permettre à chacun de « vivre et travailler au pays ». Développer le travail à temps partiel, généraliser la retraite « à la carte » .

une société solidaire

Nous voulons reconnaître à tous le droit à la qualité de la vie. Comme dans les pays voisins : (Hollande, Allemagne, . . .) donner un revenu décent à tous. Instaurer une réelle égalité entre les hommes et les femmes dans tous les domaines, notamment politique et économique. Lutter contre les discriminations à l'égard des personnes âgées, des personnes handicapées, mais aussi du Tiers Monde. Réaliser une véritable coopération internationale et défendre, en France comme dans tous les pays, la dignité de la personne humaine.

une démocratie quotidienne et locale

Les écologistes veulent redonner le pouvoir au citoyen, tous les jours, pas tous les cinq ans, dans le village, le quartier, la ville. Mettre fin au règne de l'administration et des technocrates. Supprimer le secret administratif. Instaurer le référendum populaire à la demande de 5% des habitants pour tous les projets qui les concernent. Élire les assemblées régionales au suffrage universel et leur donner un pouvoir réel.

PARTI FÉMININISTE

55, RUE SAINT-ANTOINE, 75004 PARIS

*Notre solidarité...
...fera notre force*

La Constitution garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme. Cependant, les femmes constituent

- 53% du corps électoral, mais
- 2% seulement des membres du Parlement;
- 38% de la population active
(dont 58% sont mariées et 42% chefs de famille), mais
- 66% des "smicards" et 55% des chômeurs

Les heures non rémunérées accomplies pour les travaux ménagers, dont les hommes se déchargent encore sur les femmes, représentent environ 50% de la totalité du temps de travail de la population française.

Fundação Cuidar o Futuro

Le **PARTI FÉMINISTE** exige des lois qui garantissent dans les faits l'égalité des chances, avec les hommes dans tous les domaines et pour toutes les femmes.

Le **PARTI FÉMINISTE** défend les intérêts des femmes, qu'elles soient au travail ou au foyer et insiste sur la nécessité pour toutes d'une formation et d'une qualification professionnelles pouvant assurer leur autonomie économique.

Le **PARTI FÉMINISTE** est le premier parti qui remette en cause la répartition traditionnelle entre hommes et femmes des tâches et des responsabilités dans tous les domaines.

La société ne progressera pas tant qu'une moitié de l'humanité dominera l'autre!!!



REJOIGNEZ LE PARTI FÉMINISTE - 55, rue Saint-Antoine - 75004 Paris

Je soussignée..... Profession.....

Adresse..... Téléphone.....

Désire adhérer au PARTI FÉMINISTE

Droit d'inscription 10 F. Cotisation annuelle 30 F. Cotisation de soutien à partir de 50 F.

Cotisation de bienfaitrice à partir de 100 F.

C.C.P. 34.848.90 La Source



P A R T I F E M I N I S T E

55, Rue Saint - Antoine, Paris 4°

.....

Le Parti Féministe a été créé par des femmes venant d'horizons divers et à l'initiative de quelques membres de ce qu'était en 1974 le Front Féministe. Les statuts ont été déposés en Décembre 1974.

Historique : Plusieurs des responsables du Parti Féministe avaient participé en Décembre 1970 aux Etats-Généraux de la Femme, à Versailles, s'y sont connues ou sans se rencontrer. Vous vous souviendrez sans doute que cet évènement a été en France l'occasion de la prise de conscience par les femmes de leur état, notamment en politique, et ce après les évènements de 1968, la publication par Betty Friedan de son livre " La femme mystifiée " et la création de divers mouvements féministes aux Etats-Unis.

A ces Etats-Généraux de la Femme, la plupart des dirigeants politiques s'étaient présentés aux quelques centaines de déléguées venues de toutes les provinces de France pour leur exposer leur programme, et ceci juste avant les élections. Donc, une fois de plus, les hommes politiques ne s'intéressaient aux femmes qu'au moment des élections et pour obtenir leur voix, sans se préoccuper par ailleurs du désir légitime de ces femmes d'avoir, elles aussi, voix au chapitre et de participer aux décisions. (D'ailleurs, en France, il n'existe pas de mot générique comme " politicien " par exemple, qui pourrait comprendre les femmes, et on dit bien " homme politique " !).

Au moment des Etats-Généraux de la Femme, l'I.F.O.P. avait néanmoins cherché à connaître le désir des femmes, et dans un sondage, a essayé de savoir par quel moyen les femmes comptaient réaliser ce désir légitime. Le résultat a été que dès 1970 donc, 30% des femmes consultées se sont prononcées pour la création d'un parti de femmes, suivies de 28% en faveur de l'octroi de droit d'un certain contingent de sièges au Parlement, de 26% en faveur de responsabilités syndicales des femmes, et seulement 20% des femmes se sont prononcées pour la participation à l'action d'un parti politique. Il faut rappeler en passant qu'à ce même sondage, 72% des femmes consultées ont été favorables à une femme à la présidence de la République, et par ailleurs, que Simone Veil, dans un sondage récent, a eu la " cote d'amour " des Français comme Premier Ministre éventuel. Depuis plus d'un an, elle se trouve, avec Françoise Giroud, en tête d'une liste " d'hommes politiques ", à qui les Français donnent leur préférence.

Néanmoins, ce sondage de l'I.F.O.P. n'a pas été suivi d'effet immédiatement en France. C'est en Belgique qu'a été créé en septembre 1972 le premier parti politique de femmes, le Parti Féministe Unifié belge. Un mois plus tard déjà, très exactement le 28 Octobre, cet évènement a été annoncé par quelques membres du Futur Parti Féministe français à la Journée Européenne des Femmes organisée au Sénat sous les auspices du Comité International de Liaison des Associations Féminines (CILAF), de la Commission Féminine de l'Organisation Française du Mouvement Européen et de l'Association Internationale des Elues Municipales. A la question de la présidente de séance si les femmes souhaitaient la création d'un parti analogue en France, les représentantes de la plupart des associations féminines françaises présentes ont vivement applaudi cette idée.



2.

C'est au printemps 1973 que quelques femmes désireuses de créer un tel parti en France, et après avoir pris contact avec les responsables du Parti Féministe Unifié belge, se sont réunies, et Nina Ariel, une des quatre fondatrices du P.F.U. belge, a pu présenter son parti devant les représentantes d'un certain nombre d'associations féminines rassemblées à l'Assemblée Nationale le 21 Mai 1973 pour une réunion d'information sur la régionalisation par l'Amicale Internationale des Elues municipales. Une liste a circulé ce jour-là sur laquelle se sont inscrites une trentaine de femmes intéressées par un tel parti. Plusieurs réunions de travail ont alors eu lieu réunissant ces personnes et adhérentes de diverses associations décidées ou hésitant à créer ce parti.

Dans un premier temps a été créé le Front Féministe dont un certain nombre de responsables se sont regroupées avec les membres d'autres associations pour " accoucher " enfin du Parti Féministe.

Il y a lieu de rappeler ici quelques actions du Front Féministe. Après une participation, en tant que membre de soutien, à la campagne pour la contraception et l'avortement libres et remboursés, dirigée par le Mouvement Français du Planning Familial, le Front Féministe a mené également une campagne efficace au moment de la discussion du projet de loi sur l'avortement, le Front Féministe a envoyé des lettres au Premier Ministre, au Garde des Sceaux, au Ministre de la Santé, aux présidents des groupes politiques, et au président et membres de la commission des affaires sociales, familiales et culturelles de l'Assemblée Nationale, pour réclamer une consultation du corps électoral, c'est-à-dire un référendum sur la question du libre choix en matière de maternité, pour rappeler notamment qu'à aucun moment de la procédure législative, ni au gouvernement, ni au Parlement, les femmes, pourtant les premières victimes et les premières concernées, n'ont pu exprimer leur point de vue sur la question, étant pour ainsi dire complètement exclues de ces instances politiques.

Fundação Cuidar o Futuro

Un Député du Centre, M. Dronne, avait également, au cours des débats à l'Assemblée Nationale, prôné cette idée de référendum sur l'avortement, demandant même un vote distinct des hommes et des femmes, et il se trouve qu'un des trois candidats aux élections présidentielles, M. Chaban-Delmas, l'a reprise au moment de ces élections, en même temps qu'il a publié une Charte sur les Droits de la Femme.

Nous sommes persuadées que cette campagne active a eu une certaine influence, notamment aussi auprès des Députés qui se sont trouvés devoir voter à nouveau sur le projet de loi sur l'avortement six mois plus tard et qui, cette fois-ci, l'ont adopté!

Une autre action importante résultant de la conjoncture politique de l'époque a été un questionnaire d'une trentaine de questions très précises sur leur attitude à l'égard des femmes, notamment en politique, qui a été adressé au moment des élections présidentielles aux trois candidats. Si le candidat élu, M. Giscard d'Estaing, a, depuis son élection fait plusieurs gestes très significatifs à l'égard des femmes, dont notamment la nomination de quatre femmes au gouvernement, la promesse dès Février 1975, d'en nommer d'autres, la promesse également de présenter un certain contingent de femmes (de 20 à 30%) aux prochaines élections municipales, et ce dans de bonnes circonscriptions, nous pouvons supposer que notre action n'aura pas été étrangère à ces gestes.



Le nom de notre association, PARTI FÉMINISTE, a été choisi définitivement en Mai 1974, date à laquelle nous avons commencé à élaborer les statuts du P.F. qui ont été adoptés après une dernière discussion le 20 Novembre 1974 en assemblée constitutive. Les statuts ont été déposés le 13-Décembre et publiés au Journal Officiel le 6 Mars 1975.

Dès le 21 Octobre 1974, à la journée d'études sur le thème " La politique est aussi l'affaire des femmes ", organisée au Sénat par le Comité International de Liaison des Associations Féminines, l'Amicale Internationale des Elèves municipales, la Ligue Française pour le Droit des Femmes, la Commission Féminine de l'Organisation Française du Mouvement Européen, et l'Alliance Internationale des Femmes, Anne-Marie Laval-Jeantet a pu présenter le Parti Féministe français et enregistrer un certain succès, plusieurs femmes s'étant inscrites au parti ce jour-là.

Le Parti Féministe a également pu recueillir un certain nombre d'adhésions à la suite d'une annonce parue dans l'EXPRESS du 20 Janvier 1975 où il était énuméré parmi une vingtaine d'autres associations féminines, ce qui a été fait aussi par Marie-Claire.

Au cours de l'année 1975, le Parti Féministe a participé à plusieurs actions.

Il était présent aux Journées Internationales de la Femme, les 1er, 2 et 3 Mars au Palais des Congrès et a pris la parole à la commission politique, non sans provoquer quelques remous. Le communiqué suivant a été envoyé le 6 Mars à une vingtaine de journaux nationaux et régionaux: " Tout au long des trois Journées Internationales de la Femme du 1er au 3 Mars, le PARTI FÉMINISTE, récemment créé, a pu constater avec satisfaction que ses préoccupations et objectifs étaient ceux de l'ensemble des participants. Le PARTI FÉMINISTE s'appliquera, quant à lui, à obtenir la réalisation effective des vœux exprimés ". (Ce communiqué était intitulé: " Des femmes impatientes ", se référant à la déclaration de M. Giscard d'Estaing du 1er Mars à ce congrès " Les Femmes ont été longtemps patientes: elles ne le sont plus ! ").

En Mai 1975, le Parti Féministe s'est associé à un Groupe d'action d'une dizaine d'associations, dont notamment l'Association des Femmes des Carrières juridiques, l'Association des Femmes Juristes, l'Association Française des Femmes diplômées de l'Université, le CILAF, la Ligue Française pour le Droit des Femmes, etc... au moment de la discussion au Parlement du projet de loi sur la réforme du divorce. D'une façon générale, ce texte est passé si vite que les femmes n'ont pas eu le temps de se retourner et d'exprimer leur point de vue, et la loi adoptée et qui est entrée en vigueur le 1er Janvier 1976 ne donne pas entièrement satisfaction aux femmes, loin de là. Peut-être sera-t-il possible de revenir sur quelques points au moment de la discussion du projet de loi sur la famille, en préparation actuellement.

En Septembre, le Parti Féministe a été sollicité par le Mouvement " Choisir " pour faire partie du regroupement d'un certain nombre d'associations féminines. Le P.F. a décidé de ne pas s'intégrer à ce groupe, mais de participer, le cas échéant, à telle ou telle action ponctuelle proposée par l'une ou l'autre des associations féminines, et qui serait conforme à l'objectif et à l'esprit du parti, ou de proposer lui-même des actions.

En Septembre également, le Parti Féministe a participé à une démarche à l'Elysée en faveur de la libération de Françoise Claustre.

Nous vous rappelons que le 13 Octobre 1975, plusieurs membres du Comité responsable ont présenté le Parti à une réunion publique à Saint-Cloud, qu'un membre a participé à une journée d'études municipales à Evian, que deux de nos responsables ont participé à un séminaire Est/Ouest sur la sécurité européenne en Allemagne où elles ont réclamé le partage du pouvoir politique, qu'une des responsables a organisé un diner-débat sur la condition féminine avec des Députés dans le 16ème arrondissement de Paris, et qu'enfin un autre membre du Comité était au Congrès mondial des femmes à Berlin-Est. Le compte-rendu de ces événements a été donné dans notre Bulletin de liaison n° 1.

En Octobre et Novembre, le Parti Féministe s'est associé à l'action menée contre la prolifération de la pornographie, et notamment des films pornographiques, menée par le Comité de Liaison pour la Dignité de la Personne Humaine qui regroupe plus de 120 associations et fédérations d'associations féminines, familiales et sociales dont l'ensemble comporte plusieurs centaines de milliers d'adhérents. Plusieurs conférences de presse ont été données par ce comité, des lettres envoyées aux préfets, maires, conseillers généraux, Députés, des plaintes déposées auprès du Procureur de la République. C'est l'image dégradante de la femme généralement donnée dans ce genre de publications et de films qui a incité le Parti Féministe à participer à ce comité de liaison.

Toutes ces actions ne concernent évidemment pas l'objectif principal de notre Parti qui consiste à faire en sorte qu'après la nomination de quatre femmes au gouvernement, d'une cinquième récemment, et la promesse de prévoir des contingents minima aux prochaines élections, le pourcentage des femmes aux postes électifs, notamment au Parlement, se trouve rapidement accru. En effet, avec seulement 1,9% de femmes à l'Assemblée Nationale, la France se trouve être la lanterne rouge de l'Europe. Les dirigeants français ont tout intérêt à ce que cet état des choses change, et toutes les femmes et associations féminines françaises doivent s'atteler avec le Parti Féministe à améliorer la situation.

Nous devons reconnaître que notre action a été considérablement freinée par les divergences qui étaient apparues dès le début au sein du Comité responsable entre, d'une part, les " réformistes " et, d'autre part, les " radicales utopistes ", lesquelles ont beaucoup insisté pour que nous consacrons en priorité notre énergie et nos efforts à l'élaboration d'une " doctrine féministe " (certaines souhaitant que le Parti Féministe soit actif dans la lutte des classes, dans une sorte de révolution culturelle ou prenne des dispositions extrêmes). En définitive, le second groupe a fait scission en Octobre 1975.

Le noyau " réaliste " et " réformiste " pourra donc poursuivre une action de réformes et se consacrer désormais à son objectif qui consiste très précisément, d'après les Statuts du Parti, à " promouvoir une présence féminine proportionnelle à l'électorat féminin à tous les niveaux d'organisation de la société, notamment dans toutes les instances politique nationales et internationales, qui implique une disponibilité assurée par la répartition égalitaire des tâches domestiques et éducatives entre les hommes et les femmes " .

Pour conclure, nous vous rappelons que nous avons maintenant un siège permanent au 55, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, où nous partageons un local avec "l'Accueil du 4ème arrondissement" et l'Agence Nationale pour l'Emploi notamment, et où nous tiendrons une permanence tous les premiers Mardis de chaque mois de 18heures à 19h30. L'avantage supplémentaire de ce siège consiste cependant dans le fait de permettre de tenir des réunions, le cas échéant, à la Mairie du 4ème, qui se trouve derrière l'Hôtel de Ville, donc au coeur de Paris !

Paris, le 17 Janvier 1976

P A R T I F E M I N I S T E

55, Rue Saint-Antoine, 75004 Paris

en association avec SOS Environnement
dans le cadre du COLLECTIF ECOLOGIE 78 pour les
Elections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

Nous militons pour:

- UN MEILLEUR EQUILIBRE ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LA SOCIETE:
Le partage, sur un pied d'égalité, de tous les pouvoirs de décision,
à tous les niveaux de la vie politique, économique et sociale!
- UN MEILLEUR EQUILIBRE ENTRE LES ETRES HUMAINS ET LEUR ENVIRONNEMENT:
Nous avons tous besoin d'espaces verts, d'eau non polluée, de cités
plus humaines, de campagnes, montagnes et bords de mer où la flore
et la faune peuvent se développer en harmonie avec nous, les humains!
- UN MEILLEUR EQUILIBRE DES RELATIONS HUMAINES
dans la vie familiale, professionnelle, sociale, dans la gestion de
nos cités, de notre pays et des rapports internationaux!

Voilà pourquoi LE PARTI FEMINISTE a décidé de s'associer
avec les Ecologistes de SOS Environnement pour présenter
des candidates dans le cadre du COLLECTIF ECOLOGIE 78
aux élections législatives des 12 et 19 Mars 1978:

Anne Marie VERGÈS, 4 enfants
Docteur ès-sciences, Chercheur bio-médical
Suppléante: Ginette KRUGELL, Agent de maîtrise hospitalier
dans la 12ème circonscription de Paris

Gisèle CHALEYAT, 2 enfants, Professeur de Sciences économiques
Suppléant: François Colin de Verdière, Ingénieur
dans la 7ème Circonscription du Val de Marne

Christine ROUX, 25 ans, Licenciée en Droit, Membre du Conseil
d'UER de l'Institut de Presse
Suppléant: Jean Moulin, Publiciste
dans la 11ème Circonscription des Hauts-de-Seine

Les 9 Suppléant(e)s présenté(e)s par LE PARTI FEMINISTE comprennent
7 femmes et 2 hommes!

Aidez la campagne et adhérez au PARTI FEMINISTE, 55, Rue Saint-Antoine
75004 - Paris - CCP 34.848.90 La Source

Je soussigné(e) Profession

Adresse Téléphone

désire adhérer au PARTI FEMINISTE.

Droit d'inscription 10 F, cotisation annuelle 30 F; cotisation de
soutien 50 F; cotisation de bienfaitrice: à partir de F 100.